

Bruxelles, 14 février 2019 (07.00 heures CET)

## Résultat du quatrième trimestre: 621 millions d'euros

Aperçu Groupe KBC (consolidé, IFRS)	4TR2018 (IFRS 9)	3TR2018 (IFRS 9)	4TR2017 (IAS 39)	Exercice complet 2018 (IFRS 9)	Exercice complet 2017 (IAS 39)
Résultat net (en millions EUR)	621	701	399	2 570	2 575
Bénéfice de base par action (EUR)	1.44	1.63	0.92	5.98	6.03
Ventilation du résultat net, par division (en millions EUR)					
Belgique	361	409	336	1 450	1 575
République tchèque	170	168	167	654	702
Marchés internationaux	93	141	74	533	444
Centre de groupe	-3	-17	-179	-67	-146
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	41.4	40.6	41.6	41.4	41.6

Nous avons enregistré un bénéfice net de 621 millions d'euros au quatrième trimestre 2018. Cet excellent résultat s'explique notamment par une hausse des revenus nets d'intérêts, un ratio combiné exceptionnel en assurance non-vie et une gestion stricte des coûts. Ce chiffre pour le quatrième trimestre vient s'ajouter aux 1 948 millions d'euros enregistrés sur les neuf premiers mois de l'année, portant ainsi le résultat pour l'exercice complet 2018 à un total solide de 2 570 millions d'euros, un niveau conforme aux 2 575 millions d'euros enregistrés sur l'ensemble de l'exercice 2017. Les volumes de crédits ont augmenté de 5% en rythme annuel, tout comme les volumes de dépôts (hors certificats de dette et mises en pension).

Notre solvabilité se maintient à un niveau robuste. Le ratio common equity s'est établi à 16% à la fin de l'exercice complet 2018, après distribution du dividende. Un dividende total (brut) de 3,5 euros par action (qui sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires en mai) se traduira par un taux de mise en paiement de 59% pour l'exercice financier 2018.

Comme annoncé précédemment, KBC Bank Ireland a finalisé la vente d'une partie de son portefeuille de crédits legacy au cours du trimestre sous revue, ce qui s'est traduit par une forte contraction de 10 points de pourcentage de son ratio de crédits impaired, à 23%, et par une diminution de 1 point de pourcentage du ratio de crédits impaired du groupe, à 4,3%.

En ce qui concerne la durabilité, nous mettons tout en œuvre pour améliorer l'impact social positif de nos activités quotidiennes. Nous surveillons activement notre impact écologique et proposons un large éventail d'opportunités d'investissement socialement responsable. Ces efforts ont eu pour effet d'améliorer le score que nous décernent les analystes de durabilité tiers (tels que Sustainalytics). Nous avons depuis longtemps l'habitude d'aborder la durabilité de manière ouverte et transparente avec l'ensemble de nos parties prenantes. Ainsi, en tant que membre de l'Initiative Financière du Programme environnemental des Nations Unies (UNEP FI), nous deviendrons le premier organisme financier belge à adhérer aux nouvelles directives en matière de banque responsable, comme annoncé en décembre.

Les conditions économiques en Europe sont globalement bien orientées, bien que le pic de croissance soit derrière nous. La baisse des taux de chômage et le manque croissant de main-d'œuvre dans certains pays européens, combinés à une inflation progressive des salaires, continueront cela dit de soutenir la consommation des ménages. En outre, les investissements resteront également un moteur de croissance majeur. Les principaux éléments qui pourraient sérieusement peser sur le sentiment et la croissance économiques en Europe demeurent le risque d'une poursuite de la mondialisation économique (y compris une escalade des conflits commerciaux), le Brexit et les troubles politiques dans certains pays de la zone euro.



Nous avons pour objectif final de financer et de concrétiser les rêves de nos clients, actionnaires et autres parties prenantes. Cet objectif, tous nos membres du personnel s'efforcent de le réaliser. Nous sommes extrêmement reconnaissants envers nos clients pour la confiance qu'ils nous témoignent et qui nous encourage d'autant plus à nous imposer en tant que référence dans le domaine de la bancassurance dans l'ensemble de nos pays stratégiques.

Johan Thijs  
Chief Executive Officer

**Remarque importante.** Nous avons commencé à appliquer la norme IFRS 9 en 2018. Celle-ci implique – en termes simplifiés – des changements significatifs au niveau de la classification des actifs et passifs financiers et de la méthodologie de réduction de valeur. Par conséquent, une partie des chiffres du compte de résultats et du bilan ne sont pas entièrement comparables aux chiffres de référence de 2017 (toujours basés sur la norme IAS 39, KBC exploitant l'allègement transitoire à des fins de comparaison). Dans un souci de transparence et conformément aux exigences de la norme IFRS 9, nous avons en outre déplacé les intérêts courus sur dérivés de change dans le portefeuille bancaire des «revenus à la juste valeur et liés au trading» aux «revenus nets d'intérêts». Nous avons également déplacé les revenus issus du réseau (revenus découlant des marges générées sur les transactions de change effectuées par le réseau pour les clients) des «revenus à la juste valeur et liés au trading» aux «revenus nets de commissions». Vous trouverez un bref aperçu de ces changements en annexe. En outre, en vertu de la norme IFRS 9 et à compter de 2018, nous avons modifié la définition de notre portefeuille de crédits, qui se base désormais sur la valeur comptable brute (incluant les intérêts réservés et courus) et non plus sur l'encours, et en avons quelque peu revu la portée. Aux fins d'une meilleure comparaison, nous avons ajouté un certain nombre de comparaisons avec des chiffres de 2017 sur une base *pro-forma* (recalculés, non audités) dans l'analyse ci-dessous. Vous pouvez identifier ces comparaisons grâce à la mention «sur une base comparable».

\* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

## Principales données financières du quatrième trimestre 2018

- ▶ Une excellente performance livrée par les franchises de bancassurance commerciales dans nos activités et marchés principaux.
- ▶ Les volumes de crédits ont progressé de 1% en glissement trimestriel et de 5% en rythme annuel (abstraction faite de la vente d'une partie du portefeuille de crédits irlandais). Les volumes de dépôts (hors certificats de dette et mises en pension) sont restés stables en glissement trimestriel et ont progressé de 5% en rythme annuel, toutes les divisions signant une hausse sur l'année.
- ▶ Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 3% en glissement trimestriel et de 2% en rythme annuel (sur une base comparable). Ils ont été portés par plusieurs facteurs, y compris la belle croissance du volume de crédits, la hausse des taux d'intérêt en République tchèque et la baisse des coûts de financement, mais ont continué d'être pénalisés par la pression exercée sur les marges de crédit et la faiblesse des rendements de réinvestissement sur nos marchés clés de la zone euro.
- ▶ Les revenus techniques de nos activités d'assurance non-vie ont grimpé de 31% par rapport au même trimestre un an plus tôt, dès lors que la hausse des primes acquises et le recul des charges techniques n'ont été que légèrement contrebalancés par la baisse du résultat de la réassurance cédée. Le ratio combiné pour l'exercice complet 2018 s'établit à pas moins de 88%, un niveau qui correspond à celui enregistré pour l'exercice complet 2017. Les ventes de nos produits d'assurance vie ont augmenté de 33% par rapport au trimestre précédent mais se sont contractées de 13% par rapport au quatrième trimestre 2017.
- ▶ Sur une base comparable, nos revenus nets de commissions ont baissé de 4% en glissement trimestriel et de 11% en rythme annuel, par suite d'un tassement marqué des marchés financiers. Dans les deux cas, cela s'explique principalement par la baisse des commissions sur la gestion d'actifs, elle-même imputable au tassement des volumes d'avoires en gestion et au caractère plus défensif de l'allocation d'actifs.
- ▶ Tous les autres éléments de revenus combinés ont chuté de 37% en glissement trimestriel en raison de la baisse des revenus à la juste valeur et liés au trading, et ce malgré la hausse des autres revenus nets (le quatrième trimestre a bénéficié du règlement d'anciens dossiers juridiques) et la légère augmentation des revenus de dividendes. Sur une base comparable, tous les autres éléments de revenus combinés ont baissé de 21% en glissement annuel, principalement sous l'effet de la contraction des revenus à la juste valeur et liés au trading, qui a été partiellement compensée par la hausse des autres revenus nets, dès lors que le trimestre de référence avait été affecté par une provision de 61,5 millions d'euros constituée en vue de l'examen, à l'échelle du secteur, des produits hypothécaires de type «tracker rate» octroyés en Irlande avant 2009.
- ▶ Les coûts hors taxes bancaires sont restés globalement stables en rythme trimestriel, la baisse des charges de personnel et des frais à caractère unique ayant été contrebalancée par l'augmentation des dépenses ICT (sous l'effet de facteurs saisonniers), des frais professionnels et des coûts liés à la dépréciation et à l'amortissement. Ils ont en revanche baissé de 3% en glissement annuel, principalement sous l'effet de la diminution des dépenses de marketing. Si l'on exclut certains éléments hors exploitation, le ratio charges/produits s'établit à 57% pour l'exercice complet 2018, contre 55% au titre de l'exercice complet 2017.
- ▶ Le trimestre a donné lieu à une augmentation de 30 millions d'euros au niveau des réductions de valeur sur crédits, essentiellement attribuable à plusieurs crédits d'entreprises en Belgique. Le coût du crédit ressort à un très favorable -0,04% pour l'exercice complet 2018 (un chiffre négatif indique un impact positif sur les résultats), contre -0,06% pour l'exercice complet 2017. Abstraction faite de l'Irlande, le ratio de coût du crédit s'établirait à 0,03%, contre 0,09% pour l'exercice complet 2017.
- ▶ Notre position de trésorerie est restée robuste, tout comme notre base de capital, avec un ratio common equity de 16% (à pleine charge, selon le compromis danois). Notre ratio de levier financier («leverage ratio») s'établissait à 6,1% à la fin de l'exercice 2018.

### Les piliers de notre stratégie

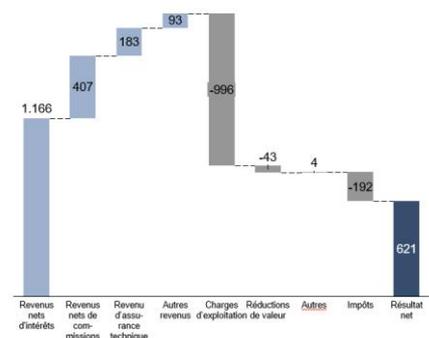


Notre stratégie repose sur quatre grands principes :

- Nous plaçons le client au centre de nos préoccupations.
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance.
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme et avons pour objectif de générer une croissance durable et rentable.
- Nous assumons nos responsabilités à l'égard de la

### Formation du résultat 4TR2018

(en millions d'EUR)



### Contribution des divisions au résultat du groupe (4TR2018)



\* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

## Aperçu des résultats et du bilan

Compte de résultat consolidé selon IFRS, Groupe KBC (en millions EUR)	4TR 2018 (IFRS 9)	3TR 2018 (IFRS 9)	2TR 2018 (IFRS 9)	1TR 2018 (IFRS 9)	4TR 2017 (IAS 39)	Exercice complet 2018 (IFRS 9)	Exercice complet 2017 (IAS 39)
Revenus nets d'intérêts	1 166	1 136	1 117	1 125	1 029	4 543	4 121
Assurance non-vie (avant réassurance)	198	197	202	162	152	760	706
Primes acquises	409	403	392	378	384	1 582	1 491
Charges techniques	-211	-205	-190	-216	-232	-822	-785
Assurance vie (avant réassurance)	-3	-9	1	-7	-3	-18	-58
Primes acquises	416	293	315	336	410	1 359	1 271
Charges techniques	-418	-302	-314	-343	-414	-1 377	-1 330
Résultat de la réassurance cédée	-12	-6	-14	-9	-10	-41	-8
Revenus de dividendes	15	12	34	21	8	82	63
Résultat net des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat <sup>1</sup>	2	79	54	96	235	231	856
Résultat net réalisé sur des actifs disponibles à la vente	-	-	-	-	51	-	199
Résultat net réalisé sur titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0	8	1	-	9	-
Revenus nets de commissions	407	424	438	450	430	1 719	1 707
Autres revenus nets	76	56	23	71	-14	226	114
<b>Total des revenus</b>	<b>1 848</b>	<b>1 888</b>	<b>1 863</b>	<b>1 912</b>	<b>1 878</b>	<b>7 512</b>	<b>7 700</b>
Charges d'exploitation	-996	-981	-966	-1 291	-1 021	-4 234	-4 074
Réductions de valeur	-43	2	1	56	-2	17	30
Dont: sur prêts et créances <sup>2</sup>	-	-	-	-	30	-	87
Dont: sur actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>2</sup>	-30	8	21	63	-	62	-
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	4	2	3	6	-5	16	11
Résultat avant impôts	814	911	901	683	850	3 310	3 667
Impôts	-192	-211	-210	-127	-451	-740	-1 093
Résultat après impôts	621	701	692	556	398	2 570	2 575
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0
<b>attribuable aux actionnaires de la société mère</b>	<b>621</b>	<b>701</b>	<b>692</b>	<b>556</b>	<b>399</b>	<b>2 570</b>	<b>2 575</b>
Bénéfice de base par action (EUR)	1.44	1.63	1.61	1.30	0.92	5.98	6.03
Bénéfice dilué par action (EUR)	1.44	1.63	1.61	1.30	0.92	5.98	6.03
<b>Chiffres clés du bilan consolidé Groupe KBC (en millions EUR)</b>	<b>31/12/2018 (IFRS 9)</b>	<b>30/09/2018 (IFRS 9)</b>	<b>30/06/2018 (IFRS 9)</b>	<b>31/03/2018 (IFRS 9)</b>	<b>31/12/2017 (IAS 39)</b>		
Total des actifs	283 808	304 740	301 934	304 022	292 342		
Prêts et avances à la clientèle, hors prises en pension	147 052	146 011	145 346	142 512	140 999		
Titres (actions et titres de créance)	62 708	63 030	63 936	66 050	67 743		
Dépôts de la clientèle et titres de créance, hors mises en pension	194 291	194 056	192 951	188 034	193 708		
Provisions techniques avant réassurance	18 324	18 533	18 595	18 754	18 641		
Dettes de contrats d'investissement, assurance	12 949	13 444	13 428	13 338	13 552		
Capitaux propres de la société mère	17 233	16 878	16 616	17 119	17 403		
<b>Ratios sélectionnés Groupe KBC (consolidé)</b>	<b>Exercice complet 2018</b>	<b>Exercice complet 2017</b>					
Rendement sur capitaux propres	16%	17%					
Ratio charges/produits, activités bancaires (après exclusion de divers éléments hors exploitation)	57.5% (57%)	54.2% (55%)					
Ratio combiné, assurance non-vie	88%	88%					
Ratio common equity selon Bâle III (compromis danois, à pleine charge)	16.0%	16.3% <sup>4</sup>					
Ratio common equity selon la méthode FICOD (à pleine charge)	14.9%	15.1%					
Ratio de levier financier («leverage ratio», Bâle III, à pleine charge)	6.1%	6.1%					
Ratio de coût du crédit <sup>3</sup>	-0.04%	-0.06%					
Ratio de crédits impaire	4.3%	6.0%					
pour les crédits en souffrance depuis plus de 90 jours	2.5%	3.4%					
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	136%	134%					
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	139%	139%					
<sup>1</sup> Ou «revenus à la juste valeur et liés au trading». <sup>2</sup> Ou «réductions de valeur sur crédits». <sup>3</sup> Un chiffre négatif indique une libération nette de réductions de valeur sur crédits (impact positif sur les résultats). <sup>4</sup> Sur une base pro-forma, 15,9% en tenant compte de l'impact de la première application de la norme IFRS 9 (-0,4%) au 01/01/2018.							

Pour les données complètes du compte de résultat et du bilan consolidés selon les normes IFRS, nous vous renvoyons au chapitre «Consolidated financial statements» du rapport trimestriel (uniquement en anglais), qui reprend également un résumé du résultat global, des variations des capitaux propres des actionnaires, ainsi que plusieurs annexes relatives aux comptes. En ce qui concerne (les modifications apportées à) la définition des ratios, veuillez vous reporter à la section «Details of ratios and terms» du rapport trimestriel.

\* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

## Analyse du trimestre (4TR2018)

### Total des revenus

1 848 millions d'euros

Les revenus totaux ont légèrement baissé (-2%) en glissement trimestriel. Dans l'ensemble, les revenus nets d'intérêts, les revenus techniques issus de l'assurance et les autres revenus nets ont progressé, tandis que les revenus à la juste valeur et liés au trading et les revenus nets de commissions ont diminué.

Les revenus nets d'intérêts se sont inscrits à 1 166 millions d'euros au cours du trimestre sous revue. Sur une base comparable, ce poste progresse de 3% en glissement trimestriel et de 2% en rythme annuel. De manière générale, la pression exercée sur les marges sur crédits commerciaux dans la plupart de nos pays stratégiques et l'impact négatif de la faiblesse des revenus de réinvestissement (dans nos principaux pays de la zone euro) ont été largement contrebalancés par la croissance des volumes de crédits, la baisse des coûts de financement (particulièrement en glissement annuel) et la hausse des taux d'intérêt en République tchèque. Comme déjà mentionné, la croissance des volumes de crédits a continué de soutenir les revenus d'intérêts: le volume total des crédits à la clientèle a augmenté de 1% en glissement trimestriel et de 5% en rythme annuel (abstraction faite de la vente d'une partie du portefeuille de crédits irlandais). Les dépôts de la clientèle (certificats de dette inclus) sont restés relativement stables en glissement trimestriel mais ont augmenté de 1% en rythme annuel. Abstraction faite des certificats de dette (à la baisse en glissement annuel en raison de plusieurs facteurs, notamment le fléchissement des certificats de dépôt et le rachat des titres de type «contingent capital» en janvier) et des mises en pension, les dépôts ont augmenté de 5% en rythme annuel, toutes les divisions signant une hausse. La marge nette d'intérêts a atteint 2,02% pour le trimestre sous revue, en hausse de 4 points de base par rapport au trimestre précédent et de 5 points de base par rapport au même trimestre un an plus tôt.

Les revenus techniques issus de nos activités d'assurance non-vie (primes acquises moins charges techniques, plus résultat de la réassurance cédée) ont contribué à hauteur de 187 millions d'euros au total des revenus, un niveau inférieur de 2% à celui du trimestre précédent, dès lors que la hausse des recettes de primes a été contrebalancée par l'augmentation des charges techniques et la baisse du résultat de la réassurance cédée. Les revenus techniques de l'activité non-vie ont progressé de 31% par rapport au quatrième trimestre 2017, la croissance des primes acquises dans toutes les divisions et le recul des charges techniques n'ayant été que légèrement contrebalancés par la baisse du résultat de la réassurance cédée. Dans l'ensemble, le ratio combiné pour l'exercice complet 2018 s'établit à pas moins de 88%, un excellent niveau qui correspond à celui enregistré pour l'exercice complet 2017.

Les revenus techniques issus de nos activités d'assurance vie ont contribué à hauteur de -4 millions d'euros, contre -10 millions d'euros au trimestre précédent et -4 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Les ventes de produits d'assurance vie (510 millions d'euros) se sont envolées de 33% par rapport au trimestre précédent, en raison notamment d'effets saisonniers (accroissement des volumes au niveau des produits d'épargne-pension bénéficiant d'une incitation fiscale en Belgique), la plus grande partie de cette hausse concernant les produits à taux d'intérêt garanti. Par rapport au même trimestre l'année précédente, les ventes de produits d'assurance vie ont chuté de 13% (diminution des ventes de produits de la branche 23). La part des produits à taux d'intérêt garanti dans notre total des ventes de produits d'assurance vie est globalement ressortie à 67% au quatrième trimestre 2018, les produits de la branche 23 représentant les 33% restants.

À 407 millions d'euros, les revenus nets de commissions ont baissé de 4% par rapport au trimestre précédent et de 11% par rapport au même trimestre un an plus tôt, sur une base comparable. La chute en glissement trimestriel est due principalement à la baisse des commissions liées à la gestion d'actifs et à la hausse des commissions versées au titre des ventes de produits d'assurance vie, qui ont été légèrement contrebalancées par l'augmentation des revenus de commissions issus des services bancaires. Le repli de 11% en glissement annuel est dû à la diminution des commissions liées à la gestion d'actifs et des frais bancaires. Fin décembre 2018, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 200 milliards d'euros, ce qui correspond à une diminution de 6% en rythme trimestriel et de 8% sur un an. Dans les deux cas, celle-ci s'explique en grande partie par l'impact négatif de la baisse des prix des actifs.

Les autres éléments de revenu ont totalisé 93 millions d'euros, contre 147 millions d'euros au trimestre précédent et 118 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt (sur une base comparable). Les chiffres pour le quatrième trimestre 2018 incluent des revenus de dividendes à hauteur de 15 millions d'euros. Ils comprennent en outre 76 millions d'euros d'autres revenus nets, soit 20 millions d'euros de plus qu'au trimestre précédent, le trimestre sous revue ayant bénéficié du règlement d'anciens dossiers juridiques (33 millions d'euros) et 90 millions d'euros de plus qu'au quatrième trimestre 2017, lequel avait pâti de la constitution d'une provision de 61,5 millions d'euros liée à un examen, à l'échelle du secteur,

\* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

des produits hypothécaires de type «tracker rate» octroyés en Irlande avant 2009. Le reste des autres éléments de revenu inclut également un résultat net de 2 millions d'euros pour les instruments financiers à la juste valeur (revenus à la juste valeur et liés au trading). Ce chiffre a diminué par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'impact négatif de différents ajustements de valorisation (résultant principalement d'ajustements de la valorisation sous-jacente du portefeuille de produits dérivés et de l'élargissement des différentiels de crédit et de financement), qui a largement compensé l'appréciation des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management. Par rapport au quatrième trimestre 2017, les revenus à la juste valeur et liés au trading se sont inscrits en baisse pour les mêmes raisons, mais également du fait de la contraction des revenus générés par la salle des marchés en glissement annuel.

### Charges d'exploitation

996 millions d'euros

Abstraction faite des taxes bancaires, les charges d'exploitation sont restées stables au quatrième trimestre par rapport au troisième. Si l'on exclut certains éléments hors exploitation, le ratio charges/produits s'établit à 57% year-to-date.

Les charges d'exploitation se sont inscrites à 996 millions d'euros au quatrième trimestre 2018. Abstraction faite des taxes bancaires, ce chiffre est globalement stable en glissement trimestriel, ce qui s'explique principalement par le fait que la baisse des charges de personnel et des frais à caractère unique observée au trimestre précédent a été compensée par la hausse des frais professionnels en Belgique et des dépenses ICT. Les coûts ont diminué de 3% en rythme annuel, en partie du fait de la réduction des dépenses de marketing et des charges de personnel, et ce malgré la forte inflation des salaires, qui a largement compensé la hausse des dépenses ICT, des frais professionnels et des coûts liés à la dépréciation et à l'amortissement.

Le ratio charges/produits de nos activités bancaires s'établit ainsi à 57,5% pour l'exercice complet 2018. Si l'on exclut certains éléments hors exploitation, le ratio charges/produits ressort à 57%, contre 55% au titre de l'exercice complet 2017.

### Réductions de valeur sur crédits

Augmentation nette de 30 millions d'euros

Une augmentation nette de 30 millions d'euros essentiellement attribuable à plusieurs crédits d'entreprises en Belgique. Un ratio de coût du crédit favorable de -0,04% pour l'exercice complet 2018.

Au quatrième trimestre 2018, nous avons enregistré une augmentation nette de 30 millions d'euros au niveau des réductions de valeur sur crédits, contre une libération de provisions nettes de 8 millions d'euros au trimestre précédent et de 30 millions d'euros au quatrième trimestre 2017. Sur le plan des pays, les réductions de valeur sur crédits au quatrième trimestre 2018 ont atteint 48 millions d'euros en Belgique, 5 millions d'euros en Slovaquie et 4 millions d'euros en Bulgarie, tandis qu'aucune réduction de valeur sur crédits n'a été enregistrée en République tchèque et que des libérations de provisions nettes (impact positif) de 15 millions d'euros en Irlande, 10 millions d'euros au niveau du Centre de groupe et 1 million d'euros en Hongrie ont été enregistrées. Le ratio de coût du crédit s'établit à un niveau favorable de -0,04% pour l'exercice complet 2018 pour l'ensemble du groupe (un chiffre négatif indique une libération nette, et donc un impact positif sur les résultats), contre -0,06% pour l'exercice complet 2017. Abstraction faite de l'Irlande, le ratio de coût du crédit s'établirait à 0,03% au titre de l'exercice complet 2018 (0,09% pour l'exercice complet 2017).

Le ratio de crédits impaired a continué de s'améliorer. À fin décembre 2018, notre portefeuille de crédits total comportait quelque 4,3% de crédits impaired, contre 6% à fin 2017. Cette amélioration s'explique entre autres (à raison d'un point de pourcentage sur une baisse totale de 1,7 point de pourcentage) par la vente d'une partie du portefeuille historique de KBC Bank Ireland. Les crédits impaired en souffrance depuis plus de 90 jours ont diminué pour atteindre 2,5% du portefeuille de crédits, contre 3,4% à fin 2017.

Les réductions de valeur sur actifs autres que des crédits ont représenté 13 millions d'euros, essentiellement en raison de l'impact de la révision des valeurs résiduelles de voitures sous contrat de leasing en République tchèque. À titre de comparaison, ce chiffre s'établissait à 6 millions d'euros au trimestre précédent et à 32 millions d'euros au quatrième trimestre 2017.

\* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

## Impôt sur le revenu

192 millions d'euros

L'impôt sur le revenu est ressorti inférieur au chiffre du trimestre précédent, et largement en deçà de celui enregistré pour le quatrième trimestre 2017, qui comprenait un élément à caractère unique important.

Au dernier trimestre 2018, l'impôt sur le revenu s'élevait à 192 millions d'euros. Ce chiffre était inférieur à celui enregistré lors du trimestre précédent, et bien en deçà des 451 millions d'euros du quatrième trimestre 2017, qui avait été affecté par une comptabilisation anticipée à caractère unique de -211 millions d'euros découlant d'une réforme en 2018 du régime fiscal belge sur les sociétés (qui se traduisait, entre autres, par une réduction du montant actuel des actifs d'impôts différés (impact de -243 millions d'euros), partiellement compensée néanmoins par la hausse de l'exonération des dividendes (DBI), qui est passée de 95% à 100% (impact de +32 millions d'euros)).

## Résultat net par division

Belgique	République tchèque	Marchés internationaux	Centre de groupe
361 millions d'euros	170 millions d'euros	93 millions d'euros	-3 millions d'euros

**Belgique:** le résultat net (361 millions d'euros) recule de 12% d'un trimestre à l'autre. Ce chiffre reflète un revenu net d'intérêt plus élevé (+2%) et des revenus à la juste valeur et liés au trading plus faibles (impact négatif de différents ajustements de valorisation) ainsi qu'un repli des revenus nets de commissions. Les autres revenus nets ont augmenté de 29 millions d'euros en glissement trimestriel grâce à l'impact positif des règlements d'anciens dossiers juridiques au quatrième trimestre. Les coûts ont faibli (réduction des coûts liés aux ICT, au personnel et au marketing) et les réductions de valeur sur crédits se sont montées à 48 millions d'euros, en raison de plusieurs crédits d'entreprises.

**République tchèque:** le résultat net (170 millions d'euros) a progressé de 2% par rapport à son niveau du trimestre précédent, du fait essentiellement de l'augmentation des revenus nets d'intérêts (hausse des taux d'intérêt, etc.) et de la légère hausse des revenus nets de commissions, en partie compensée par un affaiblissement des revenus à la juste valeur et liés au trading. Les coûts ont augmenté, tandis que les réductions de valeur pour pertes de crédit étaient égales à zéro.

**Marchés internationaux:** le résultat net de 93 millions d'euros se répartit comme suit: 13 millions d'euros pour la Slovaquie, 49 millions d'euros pour la Hongrie, 19 millions d'euros pour la Bulgarie et 11 millions d'euros pour l'Irlande. Pour la division dans son ensemble, le résultat net s'est inscrit en repli de 34% en glissement trimestriel, en raison principalement de la baisse des revenus à la juste valeur et liés au trading, de la hausse des taxes bancaires en Irlande et de la diminution des libérations de provisions pour pertes sur crédits durant le trimestre.

**Centre de groupe:** le résultat net (-3 millions d'euros) a augmenté de 14 millions d'euros par rapport au trimestre précédent, du fait essentiellement de la hausse de la valeur des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management, partiellement compensée par l'augmentation de l'impôt sur le revenu.

Ratios par division sélectionnés	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
	Exercice complet 2018	Exercice complet 2017	Exercice complet 2018	Exercice complet 2017	Exercice complet 2018	Exercice complet 2017
Ratio charges/produits, activités bancaires (après exclusion de divers éléments hors exploitation)	58%	53%	46%	43%	65%	72%
Ratio combiné, assurance non-vie	87%	86%	97%	97%	90%	93%
Ratio de coût du crédit <sup>1</sup>	0.09%	0.09%	0.03%	0.02%	-0.46%	-0.74%
Ratio de crédits impaired <sup>2</sup>	2.6%	2.8%	2.4%	2.4%	12.2%	19.7%

1 Un chiffre négatif indique une libération nette de réductions de valeur sur crédits (impact positif sur les résultats). Veuillez vous reporter à la section «Details of ratios and terms» du rapport trimestriel (uniquement en anglais).

2 Les chiffres 2018 se basent sur une définition légèrement modifiée du portefeuille de crédits. Voir la section «Credit risk» du rapport trimestriel (uniquement en anglais).

\* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section «Additional information» du rapport trimestriel. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur [www.kbc.com](http://www.kbc.com)).

Capitaux propres, solvabilité, liquidité	Total des capitaux propres	Ratio common equity (à pleine charge)	Ratio de couverture des liquidités	Ratio structurel de liquidité à long terme
	19,6 milliards d'euros	16.0%	139%	136%

À fin décembre 2018, le total des capitaux propres s'élevait à 19,6 milliards d'euros (17,2 milliards d'euros de capitaux propres des actionnaires de la société mère et 2,4 milliards d'euros d'instruments additionnels Tier-1), soit 1,5 milliard d'euros de plus qu'au début de l'année à périmètre constant (c.-à-d. après prise en compte de l'impact de la première application de la norme IFRS 9, qui a donné lieu à une baisse de 0,7 milliard d'euros). Cette augmentation de 1,5 milliard d'euros «à périmètre constant» au cours de l'année résulte de l'inclusion du bénéfice pour cette période (+2,6 milliards d'euros), de l'émission d'un nouvel instrument additionnel Tier-1 en avril 2018 (+1 milliard d'euros), du paiement du dividende final pour 2017 en mai 2018 et de la décision de verser un dividende intérimaire pour 2018 en novembre 2018 (-0,8 milliard d'euros et -0,4 milliard d'euros respectivement), des rachats d'actions (-0,2 milliard d'euros), de l'évolution des différentes réserves de réévaluation (-0,5 milliard d'euros au total) et d'un certain nombre d'éléments mineurs. Nous vous renvoyons à cet égard à la section «Consolidated financial statements» du rapport trimestriel en anglais (sous «Consolidated statement of changes in equity»).

Au 31 décembre 2018, notre ratio common equity à pleine charge (Bâle III, selon le compromis danois) aurait augmenté de 24 points de base, à 16,22%, en glissement trimestriel. Dans le droit fil de notre politique en matière de distribution du capital, le Conseil d'administration a décidé que, pour l'année 2018, le capital excédant la «Position de Capital de Référence» (16%) sera distribué, portant ainsi le ratio common equity à 16% à la fin de l'exercice complet 2018. Un dividende total (net) de 3,5 euros par action sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires (ce qui se traduira par un ratio de distribution de dividende de 59%). Le ratio de levier financier («leverage ratio», Bâle III, à pleine charge) s'est inscrit à 6,1%. À fin 2018, KBC Assurances affichait un solide ratio de solvabilité de 217% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II. Notre liquidité s'est également maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 139% et un ratio NSFR de 136% à la fin du mois de décembre 2018.

## Analyse de la période sous revue year-to-date (exercice complet 2018)

### Résultat net

**2 570** millions d'euros

Le résultat net pour 2018 était en ligne avec celui de 2017 (2 575 millions d'euros). Sur une base comparable, l'effet positif de l'augmentation des revenus nets d'intérêts, des revenus techniques issus de l'assurance, des revenus de dividendes et des autres revenus nets ainsi que de la diminution de l'impôt sur le revenu a été neutralisé par le net repli des revenus à la juste valeur et liés au trading, la baisse des revenus nets de commissions, la hausse des charges d'exploitation et la légère dégradation du niveau des libérations de réductions de valeur sur crédits.

Faits marquants (par rapport à l'exercice 2017 complet, sur une base comparable):

- Une augmentation des revenus nets d'intérêts (+3%, à 4 543 millions d'euros), grâce entre autres à la consolidation d'UBB/Interlease (sur douze mois pour 2018, contre six mois seulement pour 2017), à la réduction des coûts de financement, aux relèvements de taux d'intérêt en République tchèque et à la hausse des volumes de crédits commerciaux, qui ont largement compensé la pression globale sur les marges, l'impact négatif de la faiblesse des revenus de réinvestissement dans la plupart des pays stratégiques de la zone euro et l'impact net positif plus restreint des swaps sur devises utilisés à des fins d'Asset-Liability Management. Le volume des dépôts a augmenté (+1%, ou +5% hors certificats de dette et mises en pension), tout comme le volume des crédits (+5%). La marge nette d'intérêts moyenne pour 2018 s'élève à 2%, soit une hausse de 5 points de base par rapport au niveau enregistré durant la période de référence.
- Une contribution aux bénéfices accrue provenant des résultats techniques des activités d'assurance (+10%, à 701 millions d'euros). Les ventes de l'assurance vie (1 817 millions d'euros) se sont légèrement repliées (-3%), l'augmentation des

\* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

ventes de produits à taux d'intérêt garanti ayant été largement compensée par le recul des ventes de produits de la branche 23. Le résultat technique des activités d'assurance non-vie est supérieur (+3%) à celui enregistré pour la même période un an plus tôt, la hausse des recettes de primes ayant été compensée seulement en partie par des charges techniques plus élevées (la période de référence avait bénéficié d'une libération exceptionnelle positive) et une baisse du résultat de la réassurance cédée. Dans le non-vie, le ratio combiné pour 2018 s'inscrit à 88% (même niveau que celui de l'exercice 2017 complet).

- Une baisse des revenus nets de commissions (-5%, à 1 719 millions d'euros), que l'on doit avant tout à nos services de gestion d'actifs (diminution des frais d'entrée et des commissions de gestion pour les fonds de placement et les produits d'assurance vie de la branche 23). Cette baisse a en partie été compensée par la hausse des revenus nets de commissions sur les services bancaires (+2% en glissement annuel, en raison principalement de la hausse des commissions au titre des services de paiement), la baisse des commissions de distribution versées et la consolidation d'UBB/Interlease (sur douze mois, contre six mois seulement pour la période de référence). À la fin décembre 2018, les actifs sous gestion totaux s'élevaient à 200 milliards d'euros, soit une baisse de 8% par rapport au niveau enregistré un an plus tôt.
- Une baisse de tous les autres éléments de revenus combinés (-25%, à 548 millions d'euros), en raison principalement du net repli des revenus à la juste valeur et liés au trading (impact négatif de différents ajustements de valorisation, baisse du résultat de la salle des marchés et dépréciation des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management), qui a été partiellement compensé par la hausse des revenus de dividendes et des autres revenus nets (à noter que les autres revenus nets pour 2017 avaient été amputés de 116 millions d'euros au titre d'un examen, à l'échelle du secteur, des produits hypothécaires de type «tracker rate» octroyés en Irlande avant 2009).
- Des charges d'exploitation accrues (+4%, à 4 234 millions d'euros), en raison en partie de la Bulgarie (distorsion dès lors que la consolidation d'UBB/Interlease porte sur douze mois en 2018, contre six mois seulement en 2017), de la hausse des taxes bancaires, de certains éléments à caractère exceptionnel et des effets de change. Si l'on fait abstraction de ces éléments, l'augmentation avoisine les 1,7%. Le ratio charges/produits s'établit à 57,5%, ou 57% sur une base ajustée si l'on exclut certains éléments hors exploitation (contre 54% et 55% respectivement pour 2017).
- Une libération nette de réductions de valeur sur crédits (62 millions d'euros pour 2018, contre 87 millions d'euros l'année précédente), attribuable en grande partie aux libérations de réductions de valeur en Irlande (112 millions d'euros) découlant principalement de l'impact de la hausse des prix immobiliers sur le portefeuille de crédits hypothécaires. Par conséquent, le ratio annualisé de coût du crédit s'est inscrit à un excellent niveau de -0,04% pour l'ensemble du groupe (un chiffre négatif indique un impact positif sur les résultats), contre -0,06% pour 2017.
- Baisse de l'impôt sur le revenu (-32%, à 740 millions d'euros), principalement car le chiffre de l'année 2017 incluait une comptabilisation anticipée à caractère unique de -211 millions d'euros, découlant d'une réforme en 2018 du régime fiscal belge sur les sociétés (voir ci-dessus).
- Le résultat net pour 2018 se répartit comme suit: 1 450 millions d'euros pour la division Belgique, 654 millions d'euros pour la division République tchèque, 533 millions d'euros pour la division Marchés internationaux et -67 millions d'euros pour le Centre de groupe. Le résultat de la division Marchés internationaux pour 2018 se divise comme suit: 196 millions d'euros pour la Hongrie, 155 millions d'euros pour l'Irlande, 96 millions d'euros pour la Bulgarie et 82 millions d'euros pour la Slovaquie.

## Déclaration relative aux risques, opinions et prévisions économiques

Déclaration relative aux risques: nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, les risques de défaut de crédit, les risques de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, les risques de change, les risques de marché, les risques de liquidité et de financement, les risques d'assurance, l'évolution de la réglementation, les risques opérationnels, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Surveillés de près et gérés par KBC dans un cadre strict, ces risques peuvent toutefois avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.

À l'heure actuelle, nous estimons qu'un certain nombre d'éléments constituent le principal défi pour le secteur financier. Ceux-ci concernent les récentes évolutions macroéconomiques et politiques, telles que le Brexit, les conflits commerciaux

\* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

ou encore la problématique du budget italien, et affectent les économies mondiales et européennes, y compris les marchés domestiques de KBC. La croissance économique et les prévisions de taux d'intérêt ont été revues à la baisse, avec un risque accru que l'environnement de taux faibles perdure plus longtemps qu'escompté. Le risque en matière de réglementation reste un thème dominant dans le secteur, tout comme le renforcement de la protection du consommateur. La numérisation (tirée par la technologie) présente certes des opportunités, mais menace également le modèle d'entreprise des établissements financiers traditionnels. Enfin, les cyber-risques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie.

Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site [www.kbc.com](http://www.kbc.com).

Notre avis sur les taux d'intérêt et les taux de change: vu les risques de baisse accrus vis-à-vis des perspectives de l'économie de la zone euro, un resserrement important de la politique de la BCE impliquant un premier relèvement des taux ne devrait pas intervenir de sitôt. Par conséquent, le premier pas de la BCE vers une normalisation de ses taux d'intérêt n'aura lieu qu'après l'été 2019 au plus tôt. Ces derniers mois, les perspectives de l'économie américaine sont restées stables, malgré quelques risques en hausse. Néanmoins, la volatilité accrue sur les marchés financiers, combinée aux perspectives plus modestes de la Réserve fédérale concernant l'inflation globale, plaide pour une Fed moins agressive à l'avenir. Étant donné l'évolution des prévisions, nous n'anticipons plus qu'un relèvement des taux supplémentaire de la part de la Fed en 2019. Les facteurs à court terme qui soutenaient le dollar américain par rapport à l'euro faiblissent maintenant que la Fed a adopté un ton plus prudent. À moyen/long terme, les prévisions relatives à une hausse des taux de la part de la BCE et les conséquences des mesures de relance budgétaire de fin de cycle (déficits jumeaux) aux États-Unis pourraient entraîner une appréciation de la monnaie européenne.

Malgré des perspectives toujours positives dans l'ensemble s'agissant de l'économie mondiale, l'incertitude concernant les conditions économiques futures est plus marquée. Les investisseurs sont toujours en quête de valeurs refuge, et les rendements de référence à long terme ont chuté. Les anticipations d'inflation ont été quelque peu revues à la baisse, les tendances perdurent au niveau des valeurs refuge et les facteurs techniques et de politique se traduisent par une raréfaction des obligations allemandes ; par conséquent, il est difficile d'identifier un facteur de déclenchement probable d'une hausse sensible des rendements de référence.

À l'inverse du ton accommodant de la BCE, la Banque nationale tchèque a resserré sa politique monétaire compte tenu de la croissance et de l'inflation robustes observées dans le pays. Dans cet environnement favorable, la couronne tchèque devrait quelque peu s'apprécier d'ici fin 2019. Nous anticipons deux nouvelles hausses des taux en République tchèque avant la fin 2020.

Notre avis sur la croissance économique: les conditions économiques en Europe sont globalement bien orientées, bien que le pic de croissance soit derrière nous. La baisse des taux de chômage et le manque croissant de main-d'œuvre dans certains pays européens, combinés à une inflation progressive des salaires, continueront cela dit de soutenir la consommation des ménages. En outre, les investissements resteront également un moteur de croissance majeur. Les principaux éléments qui pourraient sérieusement peser sur le sentiment et la croissance économiques en Europe demeurent le risque d'une poursuite de la démondialisation économique (y compris une escalade des conflits commerciaux), le Brexit et les troubles politiques dans certains pays de la zone euro.

### Prévisions

- Rendements robustes pour l'ensemble des divisions
- Impact négatif de quelque 6 points de base sur notre ratio CET1 en raison de la première application de la norme IFRS 16 (à compter du 1er janvier 2019)
- Impact de la réforme du régime de l'impôt sur le revenu des entreprises en Belgique: impact positif récurrent sur le compte de résultats à compter de 2018, tandis que l'impact négatif à caractère unique au quatrième trimestre 2017 devrait être totalement compensé d'ici trois ans environ
- L'application de Bâle IV (à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022) pour KBC devrait augmenter les actifs pondérés par le risque d'environ 8 milliards d'euros (à pleine charge) à fin 2018, ce qui correspond à une inflation de ces actifs de 9% et un impact sur le ratio CET1 de -1,3 point de pourcentage

Pour l'exercice comptable 2018: un dividende brut total de 3,5 euros par action sera proposé à l'assemblée générale annuelle, comprenant un dividende intérimaire de 1 euro par action (versé en novembre 2018) et un dividende final de

\* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

2,5 euros par action, qui sera versé en mai 2019. Le ratio de distribution de dividende ressort ainsi à 59% au titre de l'exercice 2018.

Le commissaire aux comptes, PwC Bedrijfsrevisoren bcvba/Reviseurs d'Entreprises scrl, représenté par Roland Jeanquart et Tom Meuleman, confirme que ses travaux d'audit sont terminés quant au fond et qu'ils n'ont pas révélé à ce jour une quelconque nécessité de procéder à des ajustements du compte de résultat consolidé 2018, du résumé du résultat global consolidé pour l'exercice, du bilan consolidé et de l'état consolidé des variations des capitaux propres ou des notes explicatives, lesquelles comprennent une synthèse des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives reprises dans le présent communiqué de presse.

Calendrier financier 2019:

- Rapport annuel et Risk Report 2018: 29 mars 2019
- Assemblée générale annuelle: 2 mai 2019
- Dates du dividende final: date de détachement: 7 mai 2019; date d'enregistrement: 8 mai 2019; date de paiement: 9 mai 2019
- Publication des résultats du 1er trimestre 2019: 16 mai 2019
- Publication des résultats du 2e trimestre 2019: 8 août 2019
- Publication des résultats du 3e trimestre 2019: 14 novembre 2019

Télécharger le KBC IR APP



## Annexe

Nouveau calcul pro-forma des chiffres de référence 2017 pour les principales lignes de revenus, groupe KBC (en millions EUR, chiffres non audités)					Nouveau calcul pro-forma des chiffres de référence 2017			
	4TR 2018	3TR 2018	2TR 2018	1TR 2018	4TR 2017	3TR 2017	2TR 2017	1TR 2017
Revenus nets d'intérêts	1 166	1 136	1 117	1 125	1 029	1 039	1 028	1 025
+ intérêts courus sur dérivés de change					+108	+75	+66	+56
= chiffre de référence pro-forma (utilisé dans notre analyse des résultats)					=1 137	=1 114	=1 094	=1 081
Résultat net des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	2	79	54	96	235	182	249	191
- intérêts courus sur dérivés de change					-108	-75	-66	-56
- revenus issus du réseau					-26	-25	-24	-24
+ résultat des instruments de capitaux propres («approche par superposition»)					+17	+12	+21	+19
= chiffre de référence pro-forma (utilisé dans notre analyse des résultats)					=118	=94	=180	=130
Revenus nets de commissions	407	424	438	450	430	408	430	439
+ revenus issus du réseau					+26	+25	+24	+24
= chiffre de référence pro-forma (utilisé dans notre analyse des résultats)					=456	=433	=454	=463

Intérêts courus sur dérivés de change: cet élément a été déplacé des «Instruments financiers à la juste valeur» aux «Revenus nets d'intérêts» (conformément à la transition vers IFRS 9). Revenus issus du réseau (revenus découlant des marges générées sur les transactions de change effectuées par le réseau pour les clients): cet élément a été déplacé des «Instruments financiers à la juste valeur» aux «Revenus nets de commissions».

Résultat des instruments de capitaux propres: conformément à l'«approche par superposition» en vertu de la norme IFRS 9, les plus/moins-values réalisées et les réductions de valeur sur actions anciennement disponibles à la vente dans le portefeuille d'assurance ont été déplacées du «Résultat net sur actifs disponibles à la vente» et des «Réductions de valeur sur actifs disponibles à la vente» aux «Instruments financiers à la juste valeur». Veuillez noter qu'en vertu de la norme IFRS 9, les plus/moins-values réalisées et non réalisées sur actions anciennement disponibles à la vente dans le portefeuille bancaire sont comptabilisées à la section «Autres éléments du résultat global» (et sont donc éliminées du résultat net).

### Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Kurt De Baenst, General manager Investor Relations, KBC Groupe

Tel +32 2 429 35 73 - E-mail: [kurt.debaenst@kbc.be](mailto:kurt.debaenst@kbc.be)

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe

Tel +32 2 429 85 45 - E-Mail: [pressofficekbc@kbc.be](mailto:pressofficekbc@kbc.be)

#### KBC Groupe SA

Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles  
Viviane Huybrecht  
Directeur Communication Corporate/  
Porte-parole  
Tél. 02 429 85 45

Service presse  
Tél. 02 429 65 01 Stef Leunens  
Tél. 02 429 29 15 Ilse De Muyer  
Tél. 02 429 32 88 Pieter Kussé

E-mail : [pressofficekbc@kbc.be](mailto:pressofficekbc@kbc.be)

Vérifiez [ici](#) l'authenticité de ce document

Les communiqués de presse de KBC sont disponibles sur [www.kbc.com](http://www.kbc.com)  
Suivez-nous sur [www.twitter.com/kbc\\_group](https://www.twitter.com/kbc_group)

Vous pouvez rester au courant de nos solutions innovantes sur [le site](#).

\* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.